

LA FILIERE LAIT AU CANADA

Un modèle de régulation exportable ?

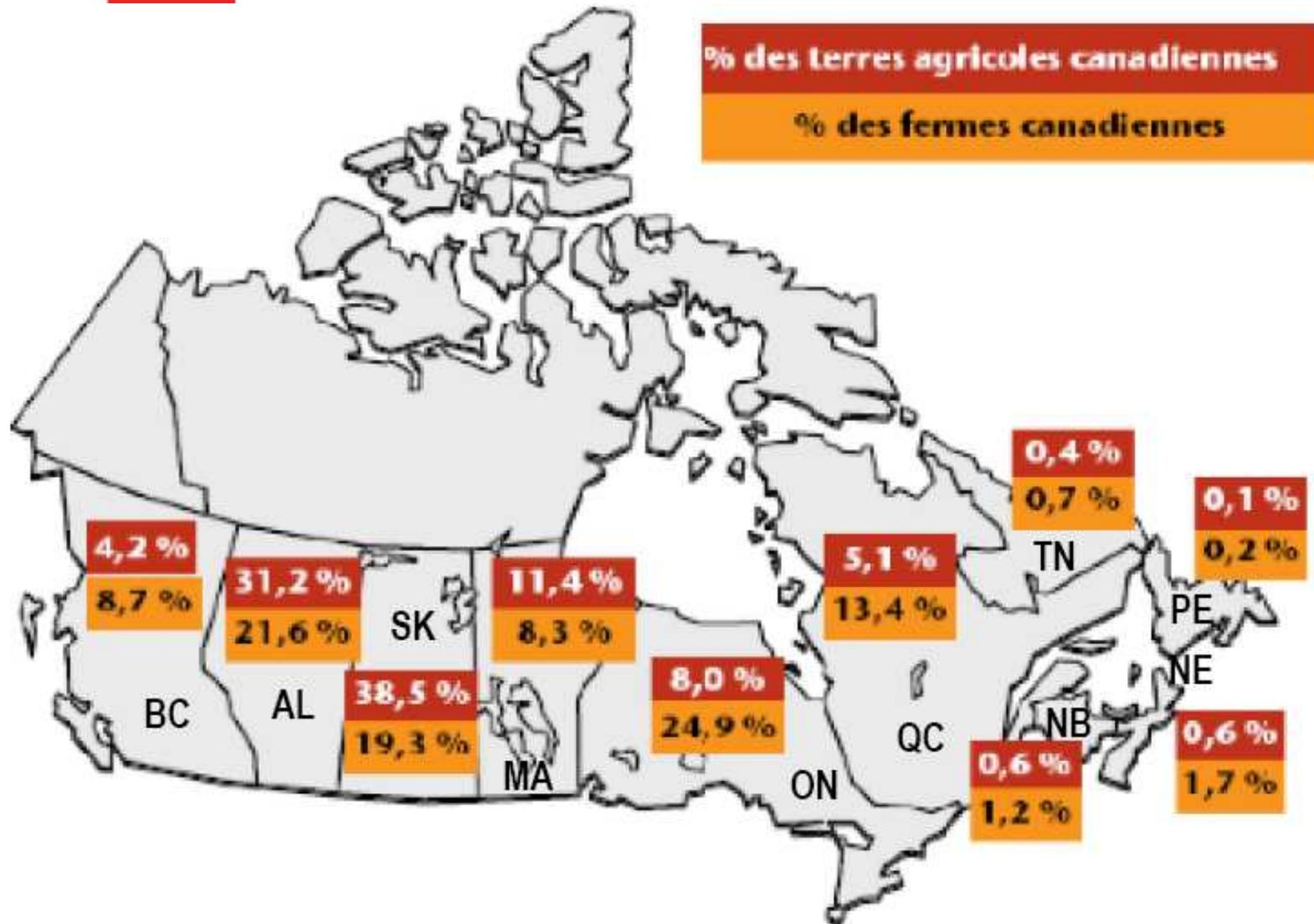
Philippe CHOTTEAU – GEB-Dpt Economie – FranceAgriMer le 10 juin 2010

Le Canada: 18 x la France, 50% de sa population

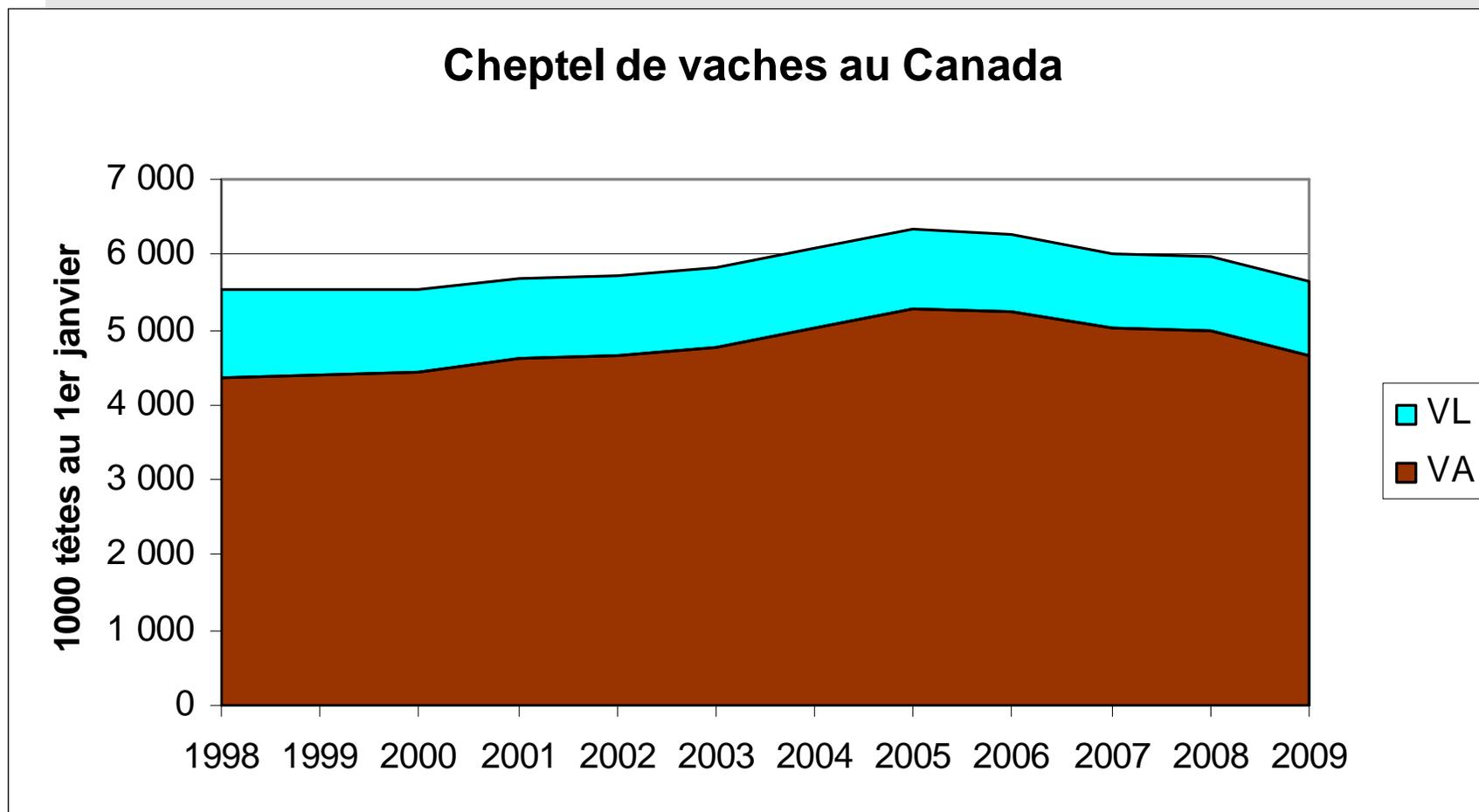


Des fermes beaucoup plus petites à l'Est Québec & Ontario: 45% fermes, 15% terres agri.

(Canada: 67 millions ha agri, 230 000 fermes, à 291 ha moy.)

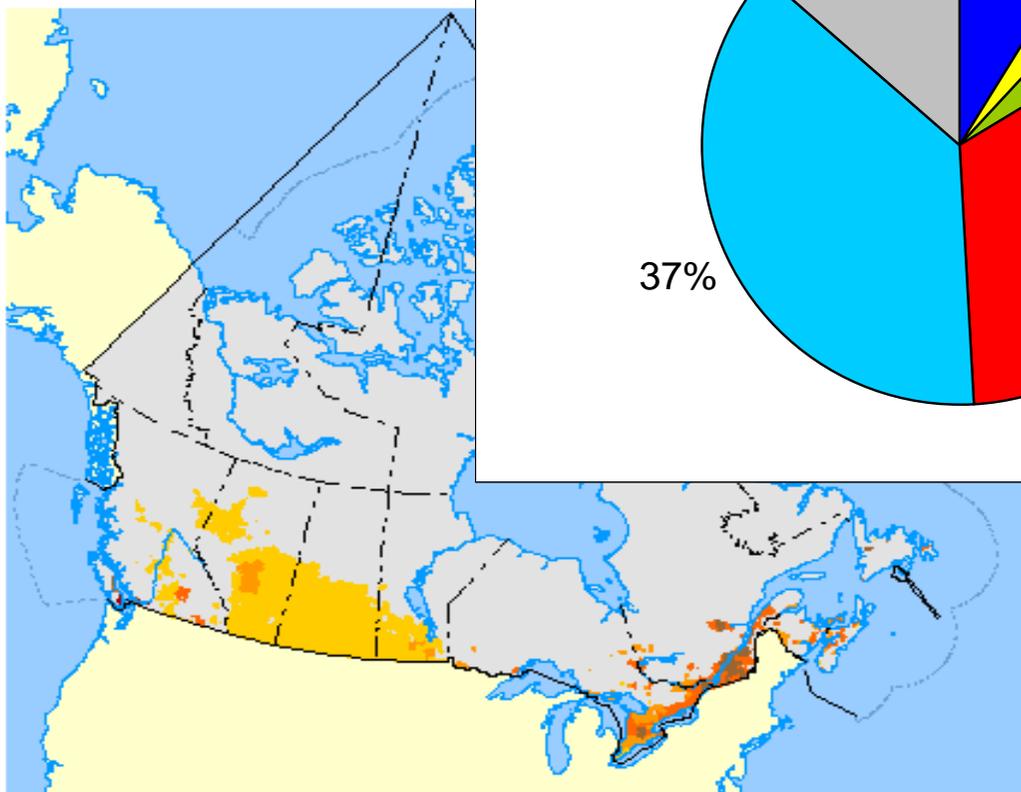
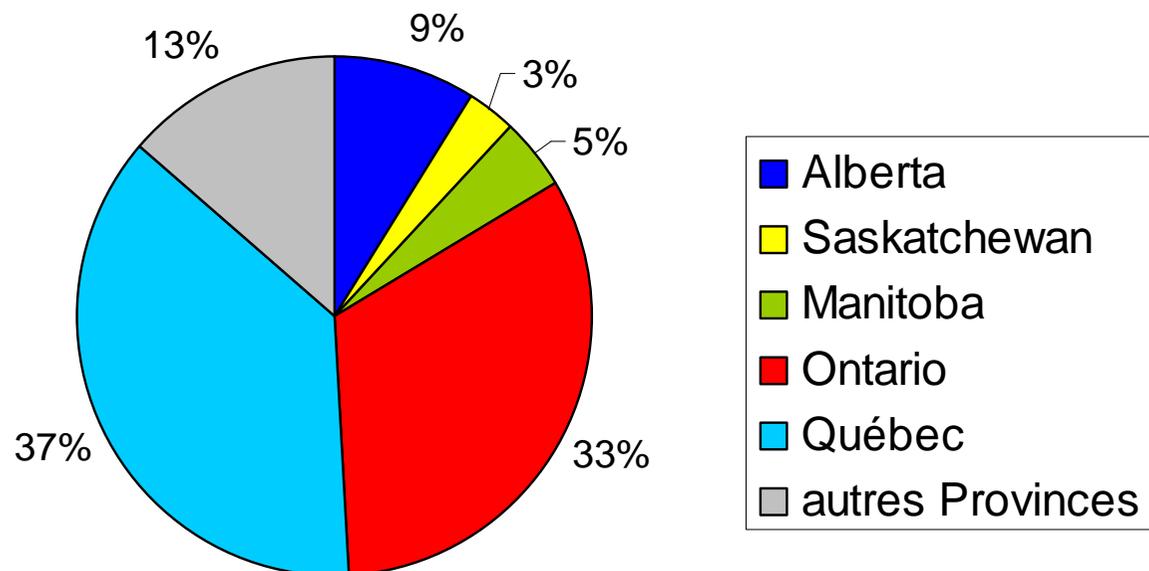


Le cheptel bovin aux 4/5ème allaitant. En décapitalisation depuis 2005



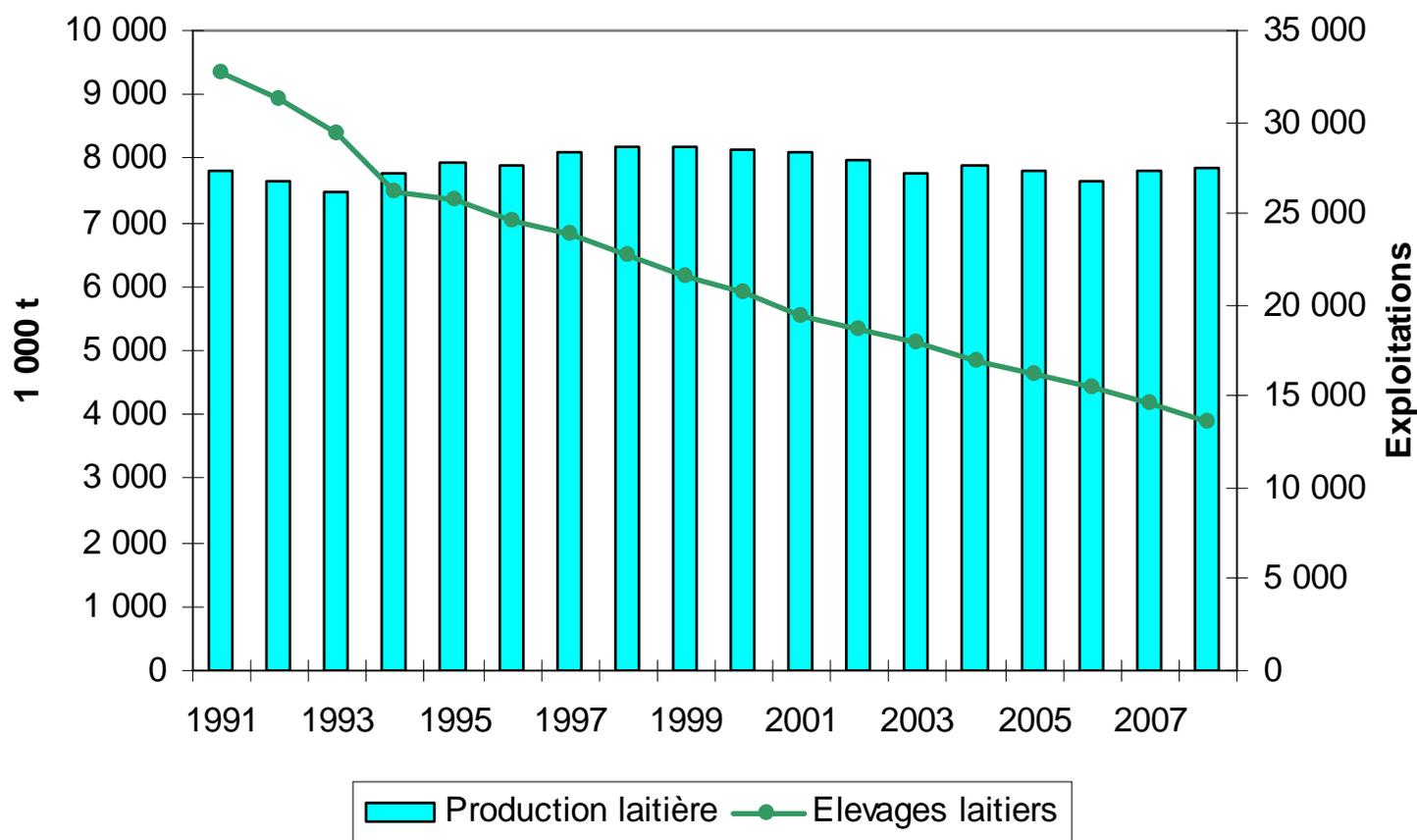
Le lait dans l'Est

Répartition des VL au 1er janvier 2009



Le lait: un long fleuve tranquille

Production et élevage laitiers au Canada



- -4.5% de fermes/an
- -1,7% VL/an
- **En 2009, la ferme moyenne**
72 VL,
550 t
(en France: 45 VL, 270t)

La gestion de l'offre de lait: un véritable compromis social

- **Une politique de contingentement qui vient de très loin:** mise en place progressivement depuis 1957, généralisée à tout le Canada en 1974 (après referendum des producteurs).
- La gestion de l'offre existe aussi dans le secteur avicole (oeufs et viande de volaille), mais pas dans les autres secteurs agro-alimentaires canadiens
- Une politique qui a résisté au tournant reaganien de la politique économique et sociale canadienne dans les années 80'.

MAIS:

- Une politique contradictoire avec la position du pays dans les négociations commerciales multilatérales:
le Canada fait partie du Groupe de Cairns, qui milite pour l'ouverture des marchés aux exports agro-alimentaires.

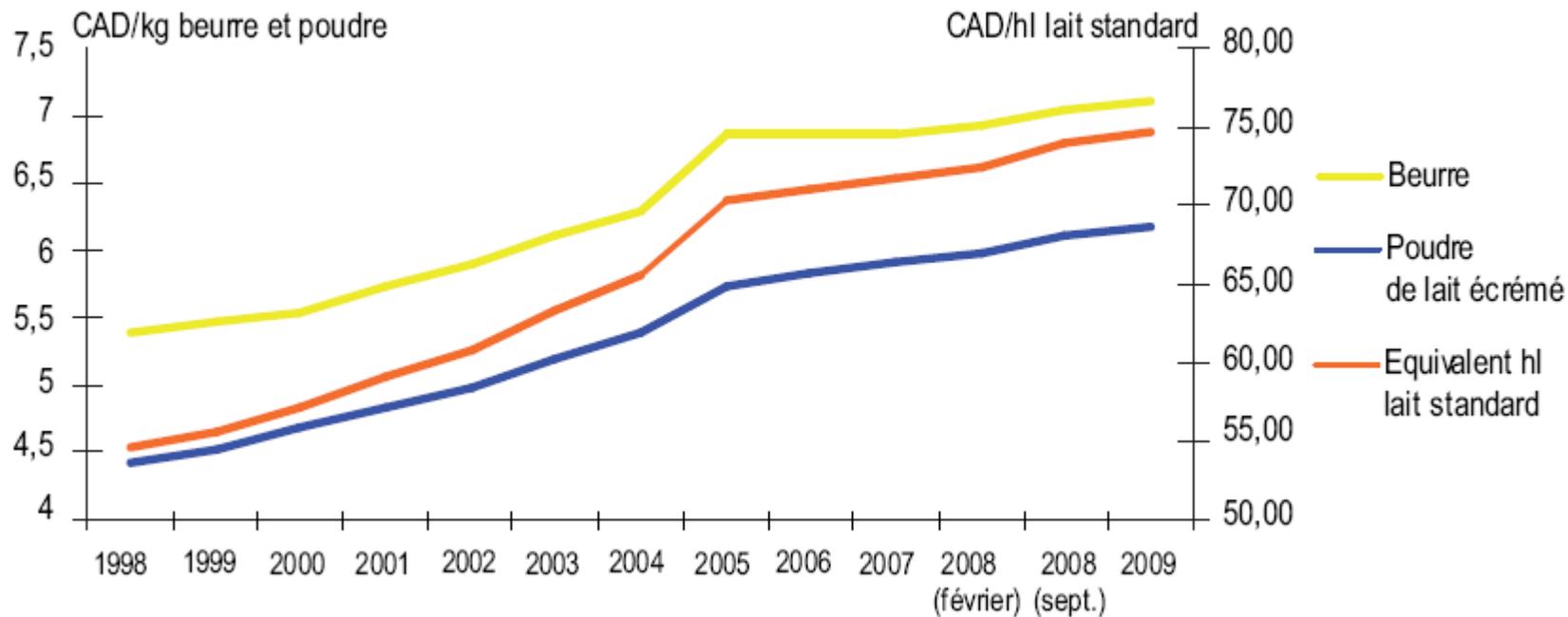
La gestion de l'offre de lait: les 3 principes de base

1. Un contrôle des prix payés au producteur, liés au coût de production des fermes.
2. Un contingentement de la production en fonction des débouchés intérieurs canadiens.
3. Un contrôle des importations (droits de douane très élevés et contingents à droits réduits)

soutien des prix à la production

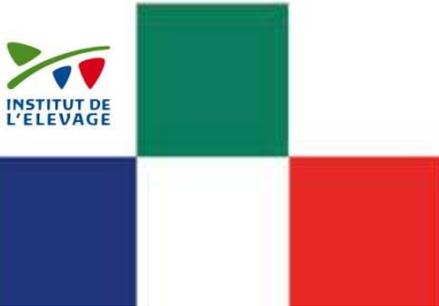
**Prix de soutien du beurre et de la poudre écrémée,
et prix étalon pour le lait standard**

Figure 3.1



Source : GEB-Institut de l'Élevage, selon la Commission canadienne du lait

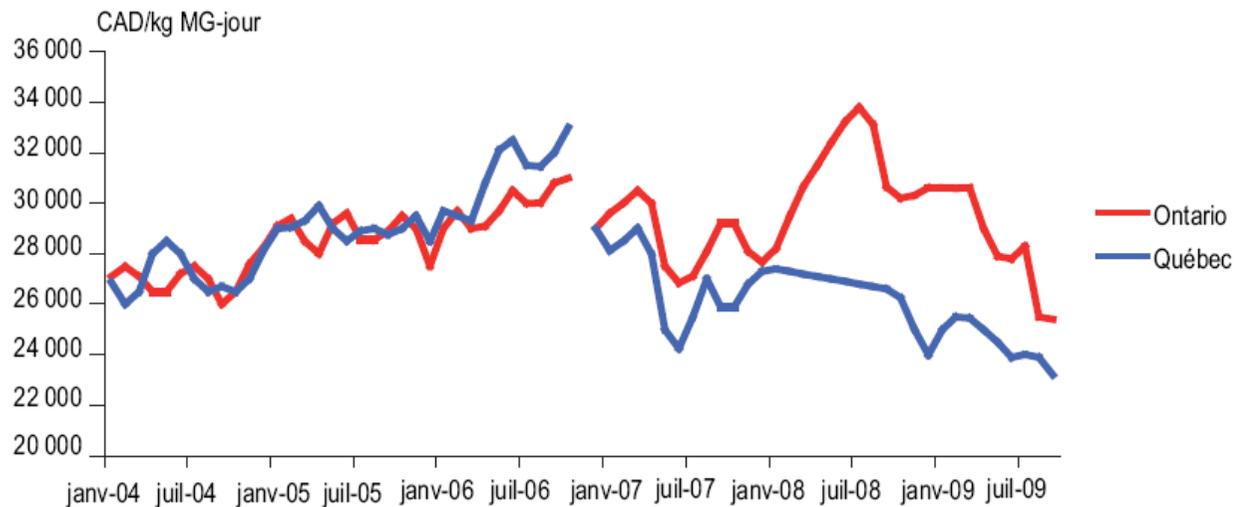
- En 2009, l'équivalent de 47,4 €/hl équivalent lait standard
- La **Commission Canadienne du Lait** (organisme public fédéral) calcule les coûts de production, fixe les prix de soutien, administre le système...



2ème pilier: contingentement de la production

Prix du quota Matière grasse

Figure 2.11



Source : GEB-Institut de l'Élevage, selon Office de Commercialisation du Lait

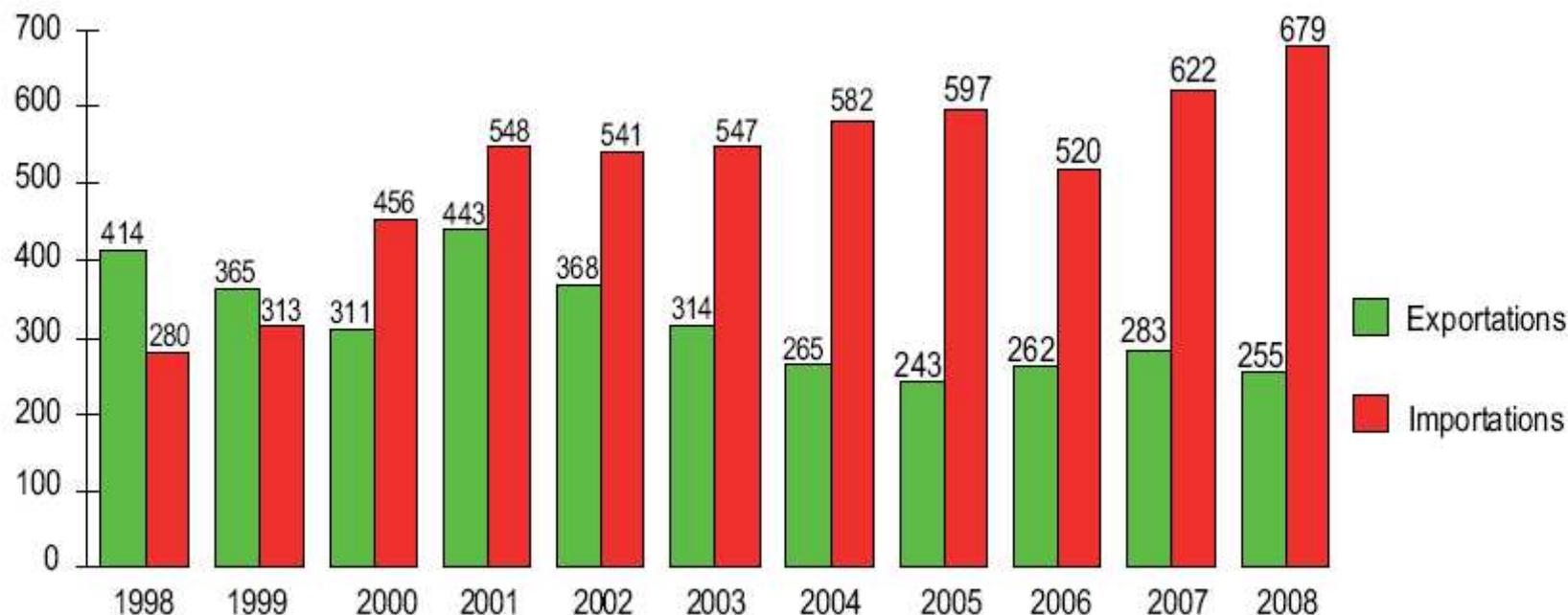
- Le **Comité Canadien de gestion des Approvisionnements de Lait** est un organisme paritaire représentant les gouvernements (y.c. Provinces), les producteurs (PLC et des Provinces), les transformateurs et les consommateurs. Il établit le quota de production nationale de lait de transformation (hors lait liquide), le répartit entre Provinces, gère les surplus...

- Un quota en kg MG/jour
- 1 kg MG/j # 1 VL
- Prix du quota a dépassé 30 000 Can\$/kg MG/j, soit 19 000 €.
- Actuellement revenu à 15 000 €.
- Un endettement croissant: près de 113 €/hl, soit 2,2 x le produit brut.

3ème pilier: contrôle des importations

Balance commerciale canadienne des produits laitiers en millions de CAD

Figure 3.8



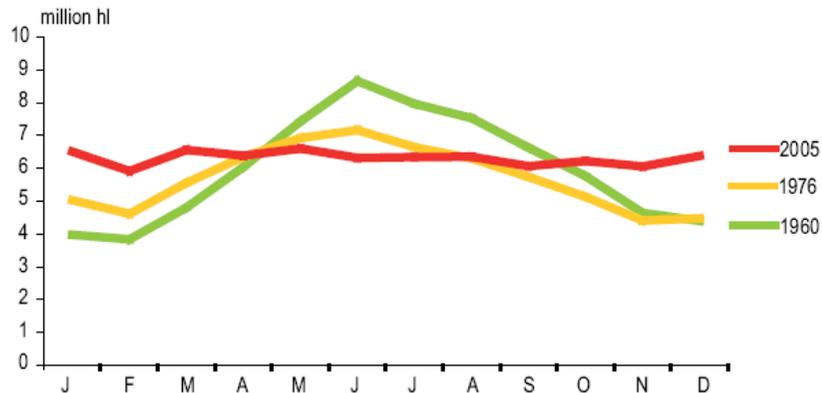
Source : GEB-Institut de l'Élevage selon Statistiques Canada

- Les **exports** qui représentaient 6,5% de la collecte jusqu'en 2003, sont désormais **limités à 2%**. Excédent structurel de protéines laitières!
- Les **importations** dans le cadre des contingents: **5% de la conso. canadienne**. Hors contingents, droits de douane de 200 à 300%.

Des avantages indéniables pour la filière

Saisonnalité de la production canadienne en 1960, 1976, 2005

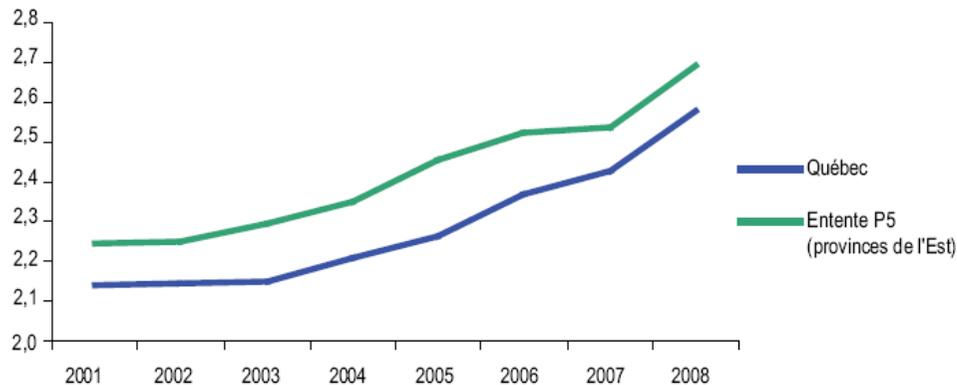
Figure 3.4



Source : Les Producteurs Laitiers du Canada

Coût de la collecte de lait (CAD/100 l)

Figure 3.3



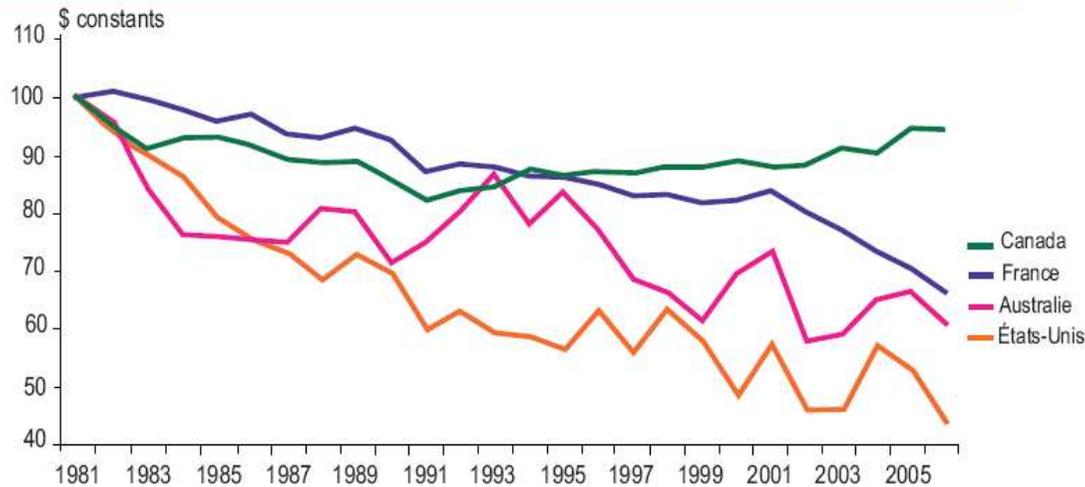
Source : GEB-Institut de l'Élevage, selon la FPLQ

- Une **saisonnalité pratiquement gommée** malgré un climat très contrasté
- La **mutualisation des coûts de collecte** (gérée par les syndicats de producteurs) permet de les maintenir à bas niveau, à moins de 4% du prix à la production malgré les distances parcourues.
- La **qualité du lait est très bien contrôlée** (standards proches de l'UE) et près des 2/3 des producteurs de lait ont été formés dans le cadre du programme "Lait canadien de Qualité" (type HACCP).

Pas de dérapage du prix à la conso.

Évolution de l'indice du prix du lait à la production par pays de 1981 à 2006 (indice 100 = 1981)

Figure 4.11

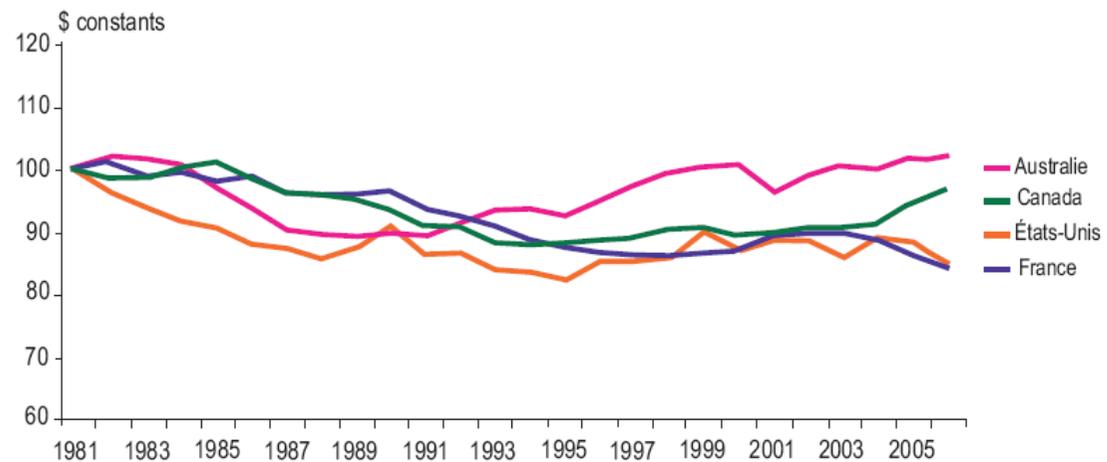


Source : D.M - GOIN d'après Statistique Canada, CANSIM 326-0021 - University of Wisconsin, Dairy Data ;

- Des prix à la consommation qui augmentent à peine plus vite qu'en France, et moins qu'en Australie.
- Marge prix à la conso/ à la production reste stable au Canada, alors qu'elle augmente de 35% en Australie ou aux États-Unis.

Évolution de l'indice des prix à la consommation des produits laitiers par pays, en monnaies nationales 1981 à 2006 (indice 100 = 1981)

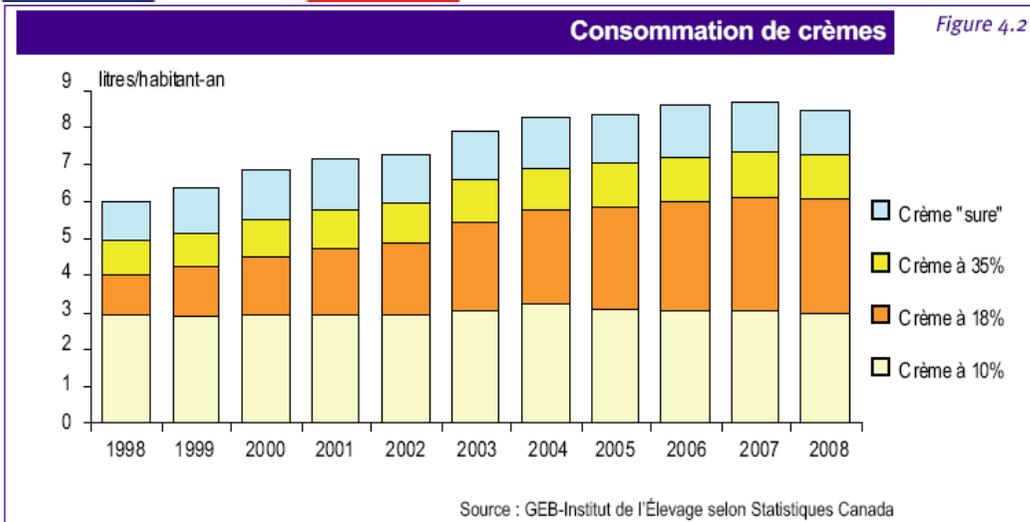
Figure 4.12



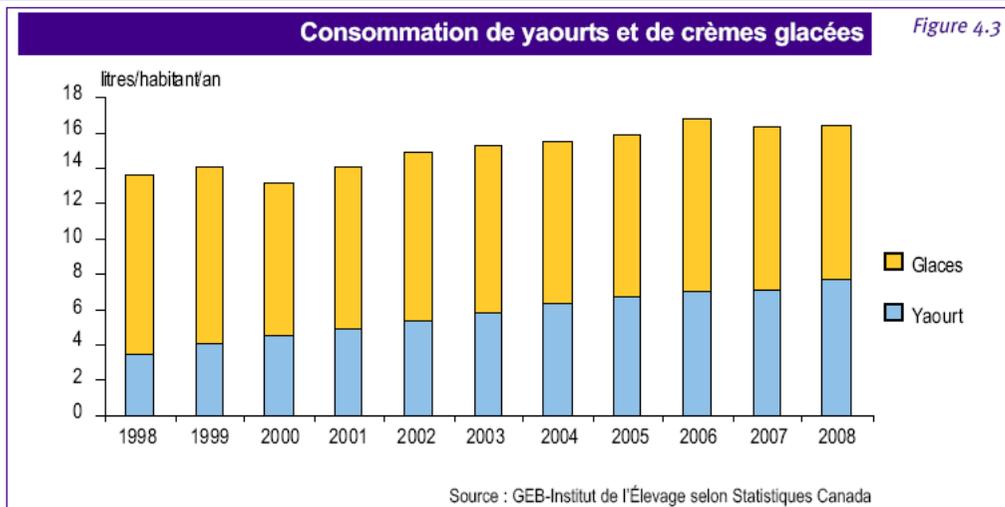
Source : D.M - GOIN d'après Statistique Canada, CANSIM 326-0021 - University of Wisconsin, Dairy Data ; Eurostat ; Australien Bureau Of Statistics.



Une consommation qui tire le marché

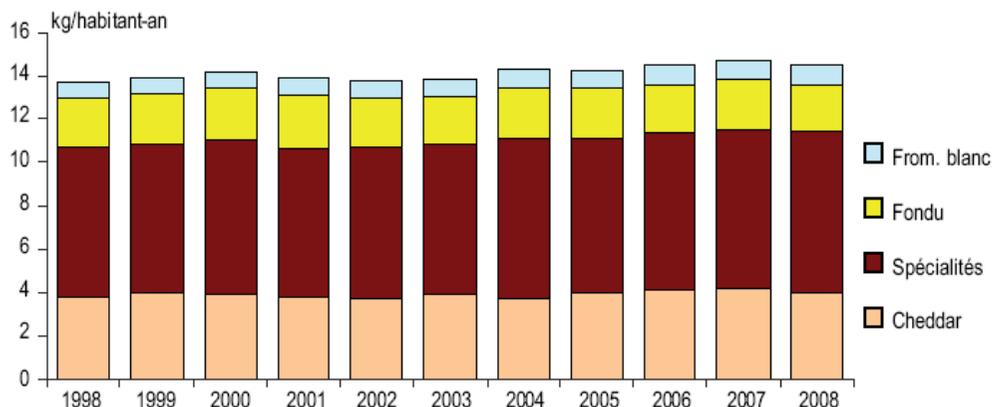


- Une consommation de matières grasses très dynamique, stimulée par les chaînes de cafétéria (type Tim Hortons ou Starbucks)



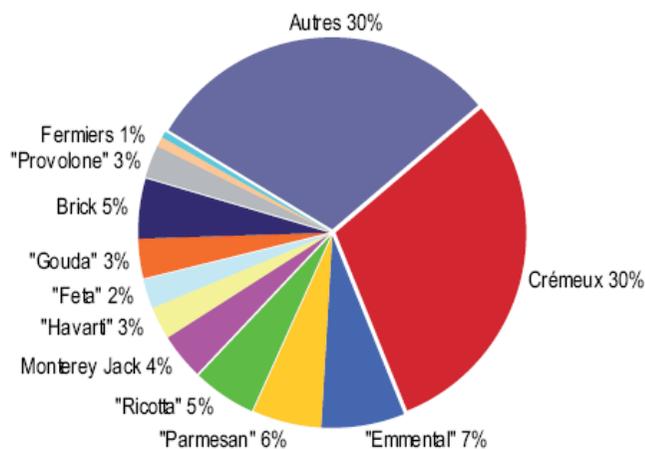
Une consommation qui tire le marché

Consommation de fromages *Figure 4.6*



Source : GEB-Institut de l'Élevage selon Statistiques Canada

Répartition des fabrications de «fromages de spécialité» en volumes en 2008 *Figure 4.5*



Source : GEB-Institut de l'Élevage selon Statistiques Canada

- Les laits liquides (surtout demi-écrémés) représentent toujours 38% de la collecte, et environ 82 litres/habitant.
- La consommation de fromages a subi la crise en 2008.
- Les “spécialités” sont avant tout des copies de fromages européens.

Des transformateurs très profitables

Des leaders très internationalisés à partir d'une base canadienne solide:

- **SAPUTO**, 12ème entreprise mondiale, la moitié du CA au Canada (1/3 des fabrications fromagères et du lait liquide canadiens), l'autre aux USA (16 usines), en Argentine (2 usines, n°3 de la transformation avec Molino), au Pays-de-Galles, en Allemagne...
- **AGROPUR**, coopérative à laquelle adhère 1 producteur canadien sur 4. (~1/4 de la collecte canadienne). Accords avec Kraft (Cheddar), Yoplait... 5 usines aux USA, 1 en Argentine.
- **PARMALAT** Canada, 1/3 du CA de Parmalat international.
- Un grand nombre de petites fromageries aussi.

Des systèmes d'élevage très spécialisés et peu économes

Prod./VL : 8000 L livrés, 9500 kg au CL (93% de HF)

La prod./vache reste le 1er critère de bonne gestion

Des coûts de production élevés

- Concentrés >3T/VL/an (conseil par les firmes)
- Taux de renouvellement élevé (pb fertilité)
- Mécanisation des étables et nouvelles stabulations
- Coûts des quotas 2.5\$/L : un placement sans garantie !

Une main d'œuvre familiale, à l'Est, davantage de salariés à l'Ouest.

Pb de renouvellement!



Canada : 2 ex. de fermes laitières

Québec
65 VL
Entravée mécanisée
Père et fils

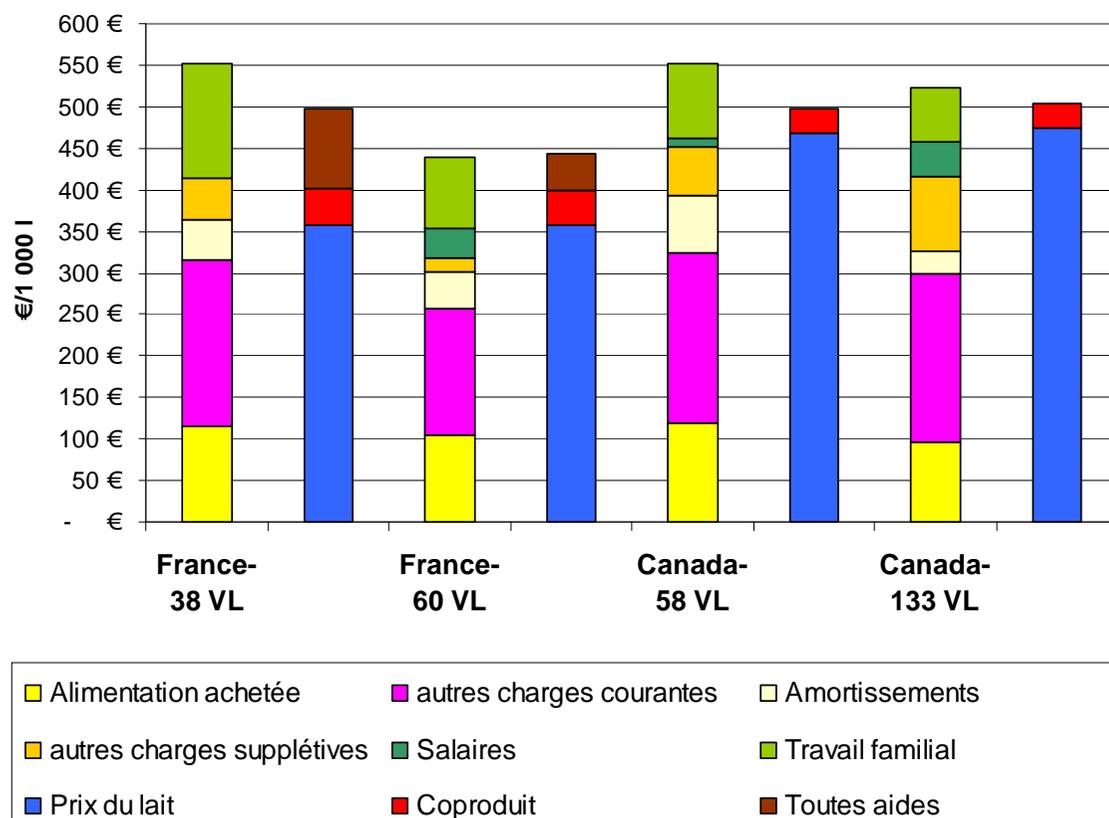


Ontario
210 VL
2 salariés
Investissement pour 320 VL



Des coûts de production élevés

Coûts et produits de 4 systèmes en 2008



Source: Institut de l'Élevage d'après IFCN

Analyse de cas-types, source IFCN:

- France-38 VL, 56 ha, 249 hl de quota en Auvergne
- France-60 VL, 110 ha, 483 hl de quota, dans le Centre
- Canada-58 VL, 133 ha, 408 hl de quota, Québec
- Canada-133 VL, 249 ha, 1103 hl de quota, Ontario
- En 2008, **les systèmes canadiens ne permettaient pas non plus de rémunérer la main d'oeuvre familiale à son prix de marché (salaire cadre intermédiaire).**

Les producteurs de lait français en grande difficulté

Quatre producteurs du Québec ont effectué, en janvier 2010, une tournée de différentes régions de la France où ils ont rencontré des producteurs de lait afin de leur expliquer le système de mise en marché du lait au Canada. Cette tournée, de près d'une semaine, est l'initiative d'un groupe de producteurs français qui, face aux problèmes que rencontrent les producteurs de lait européens, songent à regrouper la production afin d'avoir un impact sur leurs revenus.

À leur retour, les producteurs de lait québécois ont témoigné de la situation économique difficile dans laquelle se débattent les producteurs de lait français. Ceux-ci reçoivent pour leur lait autour de 47\$ l'hectolitre, un prix se situant sous leur coût de production. Cela veut dire que chaque litre de lait vendu, plutôt que d'améliorer leur situation, accroît leur endettement. Non seulement ils n'arrivent pas à se payer un salaire et à rémunérer le capital, mais il manque de fonds pour payer les factures. Plusieurs ont arrêté l'insémination artificielle et le contrôle laitier et ils rognent même sur les achats de semences.

Cette situation est le résultat de l'orientation prise il y a quelques années par l'Union européenne d'augmenter le quota et de subventionner les producteurs afin d'abaisser le prix du lait pour accroître les exportations. Le prix aux producteurs a dramatiquement chuté et plusieurs milliers de fermes laitières européennes, notamment en France et en Allemagne, sont présentement en péril.

En conclusion: un système cogéré reposant sur un consensus fragilisé

Des effets positifs évidents:

- Prix élevés à la production, pas de volatilité.
- Gestion de la collecte, de la saisonnalité, de la qualité optimale pour les transformateurs.
- Des coûts de transaction limités pour tout le monde.
- Des coûts de gestion pas prohibitifs, et un système qui s'adapte bien
- Neutres à positifs pour les consommateurs: prix assez élevés, mais très peu variables.

Mais aussi des effets pervers:

- Un **cadre obligatoire** (ex: adhésion à une seule organisation par Province) qui peut choquer dans un pays libéral.
- Des **coûts de production élevés**, et des systèmes dépendants.
- Le **coût de la "rente quota", l'endettement induit et la barrière à l'entrée de nouveaux producteurs.**
- **La fin de la souplesse à l'export depuis la condamnation à l'OMC.**

Une grande fragilité face aux négociations commerciales internationales, et à la position du Gouvernement fédéral canadien.